N° 11-002-XPF au catalogue (English 11-002-XPE) ISSN 0380-0563

Infomat

Revue hebdomadaire

SEP 15 2000

Le vendredi 15 septembre 2000

APERÇU

- **Les fabricants de technologie de pointe stimulent l'utilisation de la capacité**

  Les usines ont fonctionné à 87,9 % de leur capacité au deuxième trimestre, un taux un peu plus élevé que celui du premier trimestre. Les fabricants, en particulier ceux d'ordinateurs et d'autre matériel de technologie de pointe, ont été le moteur de la hausse.

- **La hausse de la population active fait monter le taux de chômage**

  Malgré une hausse de 27 000 emplois en août, une progression marquée du nombre de personnes dans la population active a fait monter de 0,3 point le taux de chômage, qui a atteint 7,1 %.

- **Le taux de chômage est plus élevé en utilisant d'autres méthodes de calcul**

  En 1997, le taux de chômage calculé sur la base des familles était plus d'une fois et demie supérieur au taux officiel calculé sur la base des particuliers. De même, le taux basé sur une période d'un an était presque le double du taux officiel.

- **Les bénéfices d'exploitation des sociétés continuent de se redresser**

  Les bénéfices d'exploitation des sociétés ont atteint un sommet sans précédent de 51,9 milliards de dollars (+ 1,7 %) au deuxième trimestre. Les sociétés non financières ont été à l'origine de la totalité de cette hausse.

- **Les permis de construction maintiennent un bon rythme de croissance**

  En juillet, la valeur des permis de construction n'a pas changé par rapport à juin. Par contre, la valeur cumulative pour les sept premiers mois de 2000 a été de 6,4 % supérieure à celle de 1999 et la plus élevée depuis 1989.

- **Les adolescents sont les plus susceptibles de quitter les régions rurales**

  Les régions rurales ne subissent pas toujours des pertes nettes d'individus. De 1991 à 1996, les communautés rurales ont accusé des pertes nettes de leur population d'adolescents, mais leur population âgée de 25 à 64 ans a augmenté dans la plupart des provinces.

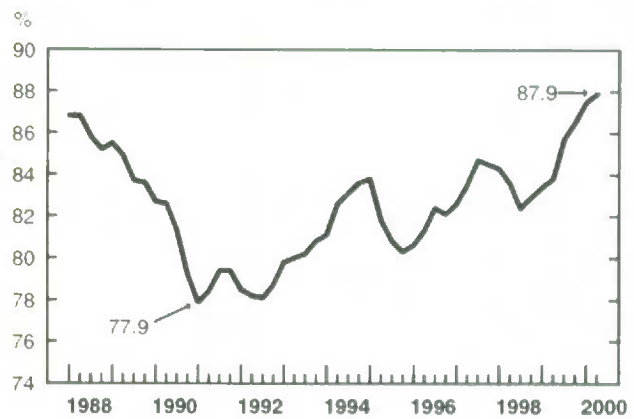
Les fabricants de technologie de pointe stimulent l'utilisation de la capacité

Les usines ont fonctionné à 87,9 % de leur capacité au deuxième trimestre, un taux qui est légèrement supérieur à ce qu'on avait observé au premier trimestre. Il s'agit de la septième hausse trimestrielle consécutive. Pour le premier semestre de 2000, les usines ont fonctionné à des taux qu'on n'avait pas vus depuis le milieu des années 1960.

Le secteur manufacturier a été le moteur de la hausse au deuxième trimestre. Plus particulièrement, les fabricants d'ordinateurs et d'autre matériel de technologie de pointe ont bénéficié d'une forte demande à l'exportation et de vigoureux investissements de la part des entreprises. Dans l'ensemble, les fabricants ont accru leur taux d'utilisation de la capacité pour un septième trimestre de suite, le faisant ainsi passer à 88,4 %. Ce taux est inférieur d'un demi-point de pourcentage au sommet inégalé enregistré en 1974. Même s'il y a eu une hausse de 0,6 point par rapport au premier trimestre, celle-ci a été causée en grande partie par quelques branches clés. Seulement 9 des 22 branches du secteur manufacturier ont vu leur taux s'accroître, alors que 10 ont subi une baisse.

Dans le passé, on associait une utilisation élevée de la capacité avec une inflation imminente. Cependant, les taux sont élevés

Taux d'utilisation de la capacité industrielle



(suite à la page 2)

... Les fabricants de technologie de pointe stimulent l'utilisation de la capacité

depuis quelque temps déjà, et les pressions inflationnistes sont toujours sous contrôle. Les coûts unitaires de main-d'œuvre comptent parmi les éléments clés qui favoriseraient une reprise de l'inflation. Toutefois, de 1998 à 1999 (plus récentes données), les coûts unitaires de main-d'œuvre dans les entreprises productrices de biens n'ont pas changé malgré plusieurs années de croissance générale de l'emploi.

L'une des raisons d'une telle situation est la hausse de la productivité du travail (+ 2,1 % dans le secteur des biens de 1998 à 1999), laquelle a été stimulée par les vigoureux investissements des entreprises dans des usines et du matériel de technologie de pointe. En effet, les nouvelles technologies plus efficientes permettent maintenant aux entreprises de répondre à une demande accrue et de fonctionner à une capacité plus élevée sans faire face à une augmentation des coûts qui les obligerait à hausser les prix de leurs produits.

Cette plus grande efficacité a procuré des bénéfices substantiels aux sociétés, ce qui les a incitées à tirer davantage profit de la technologie. Les investissements en usines et en matériel atteindront probablement des niveaux records en 2000.

Au deuxième trimestre, trois branches d'activité du secteur manufacturier ont propulsé leur taux d'utilisation de la capacité industrielle à de nouveaux sommets : les produits électriques et électroniques, les produits en caoutchouc et les meubles et articles d'ameublement. La branche des produits électriques et électroniques a contribué le plus à la hausse d'ensemble du secteur manufacturier. Son taux d'utilisation de la capacité a monté de 3,5 points pour s'établir à 98,9 %, soit presque à pleine capacité. Réagissant à la pression, les entreprises de cette branche prévoient dépenser environ 1,5 milliard de dollars en usines et en matériel en 2000, ce qui constitue une augmentation de 19 % par rapport à 1999.

Les fabricants d'articles pour les entreprises plutôt que pour les ménages sont à l'origine de la hausse de la production dans la branche des meubles et des articles d'ameublement. Dans cette branche, le taux d'utilisation de la capacité a progressé de 4,4 points pour se fixer à 92,2 %, surpassant ainsi le précédent sommet établi au deuxième trimestre de 1973.

Dans le secteur non manufacturier, l'utilisation de la capacité industrielle a progressé dans toutes les branches à l'exception de la construction. La branche des mines et des carrières a atteint un nouveau sommet inégalé, en grande partie à la faveur d'un accroissement des activités de forage. La production de pétrole et de gaz a aussi progressé. La production d'énergie électrique a augmenté au deuxième trimestre en raison d'une forte hausse de l'activité manufacturière. Le taux d'utilisation de la capacité dans les services d'électricité s'est établi à 91,4 %, un nouveau sommet inégalé. La branche de la distribution de gaz a aussi accru sa production, faisant monter son taux d'utilisation à 77,1 %, son plus haut niveau depuis presque trois ans. En ce qui a trait à la branche de la construction, l'activité a diminué en partie à cause d'une grève de plusieurs semaines qui a freiné la construction dans la région métropolitaine de Toronto.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Richard Landry au (613) 951-2579 ou avec Susanna Wood au (613) 951-0655, Division de l'investissement et du stock de capital.

Taux d'utilisation de la capacité industrielle, deuxième trimestre de 2000

	%	Variation trimestrielle en points de %	Variation annuelle en points de %
Ensemble des branches productrices de biens non agricoles	**87,9**	**0,4**	**4,1**
Exploitation forestière et services forestiers	93,9	1,0	6,7
Mines (y compris le broyage) et carrières	94,8	1,6	18,9
Pétrole brut et gaz naturel	73,5	1,2	1,8
Fabrication	88,4	0,6	3,7
Bois	91,9	– 0,7	3,8
Meubles et articles d'ameublement	92,2	4,4	8,5
Première transformation des métaux	92,0	– 1,5	– 0,6
Fabrication de produits métalliques	86,9	0,0	4,4
Machinerie	83,8	1,5	7,0
Matériel de transport	93,0	0,0	3,4
Produits électriques et électroniques	98,9	3,5	15,8
Produits minéraux non métalliques	82,9	– 1,2	– 4,7
Aliments	83,0	1,4	2,6
Boissons	90,5	– 0,9	4,6
Produits en caoutchouc	97,7	0,5	6,0
Produits en matière plastique	82,5	– 3,2	– 2,9
Textiles de première transformation	79,5	– 1,4	– 0,2
Produits textiles	81,3	– 3,6	– 1,2
Habillement	89,5	2,8	4,6
Papier et produits connexes	94,3	0,7	4,8
Imprimerie et édition	87,4	2,0	5,3
Produits raffinés du pétrole et du charbon	93,8	2,0	– 0,4
Produits chimiques	78,2	0,0	– 2,1
Construction	90,0	– 0,9	2,5
Énergie électrique	91,4	0,7	3,9
Distribution de gaz	77,1	1,2	4,0

La hausse de la population active fait monter le taux de chômage

Après avoir fléchi légèrement en juin et en juillet, le nombre d'emplois s'est accru de 27 000 en août. Depuis mars, la croissance mensuelle de l'emploi s'est établie en moyenne à 9 000, ce qui représente une croissance beaucoup plus lente que la moyenne mensuelle de 44 000 observée de septembre 1999 à février 2000. Malgré la hausse de l'emploi en août, une augmentation marquée du nombre de personnes dans la population active (+ 86 000) a fait monter de 0,3 point de pourcentage le taux de chômage, qui a atteint 7,1 %.

Le nombre d'emplois à temps partiel a augmenté de 24 000, annulant ainsi le déclin de juillet, tandis que le nombre d'emplois à temps plein est demeuré presque inchangé. Depuis mars, la croissance de l'emploi à temps plein a ralenti comparativement à la fin de 1999 et au début de 2000.

Chez les femmes adultes (25 ans et plus), le nombre d'emplois a légèrement augmenté de 15 000 en août, surtout dans l'emploi à temps plein. Une forte hausse de la population active a fait augmenter leur taux de chômage de 0,3 point pour se situer à 6,0 %. Chez les hommes adultes, le nombre d'emplois à temps partiel a crû de 16 000, alors que le nombre d'emplois à temps plein a fléchi légèrement. Depuis février, l'emploi à temps plein a baissé de 25 000. En août, leur taux de chômage a progressé de 0,3 point pour s'établir à 5,8 %.

Chez les jeunes, l'emploi a peu changé en août. Depuis le début de l'année, la croissance mensuelle de l'emploi s'est élevée en moyenne à 3 000, soit une croissance mensuelle moyenne beaucoup plus lente que celle de 9 000 obtenue au cours de la dernière moitié de 1999. Le taux de chômage des jeunes s'est établi à 13,0 %, en hausse de 0,4 point. Dans l'ensemble, le marché des emplois d'été de l'an 2000 pour les étudiants s'est amélioré par rapport à ce qu'il était en 1999. De juin à août, le taux d'emploi moyen des jeunes a atteint 53,4 %, en hausse de 1,9 point, et le taux de chômage s'est établi en moyenne à 13,6 %, en baisse de 1,3 point. Ce sont les étudiants adolescents de 15 et 16 ans qui ont affiché l'amélioration la plus marquée au chapitre des emplois d'été.

Dans le secteur des services, l'emploi a progressé de 44 000 en août. Dans la branche du commerce, l'emploi s'est accru de 29 000, après une légère croissance d'avril à juillet. Dans la santé et l'assistance sociale, 19 000 emplois se sont ajoutés, ce qui annule en partie la baisse accusée en juillet. Depuis le début de l'année, la croissance de l'emploi dans cette branche s'est élevée à 66 000 (+ 4,5 %). En août, le nombre d'emplois a aussi augmenté dans la branche de l'information, de la culture et des loisirs (+ 12 000) et dans celle des « autres services » (+ 22 000). Cette dernière branche regroupe les services personnels et les services aux ménages ainsi que les services de réparation et d'entretien. Le nombre d'emplois s'est accru de 11 000 dans les administrations publiques, enregistrant une première hausse en plusieurs mois.

Toutefois, l'emploi a légèrement diminué dans le secteur de la production de biens (– 17 000). L'emploi dans la construction a chuté de 19 000 en août, demeurant presque inchangé par rapport au début de l'année. Dans la fabrication, le nombre d'emplois a peu varié en août, à la suite des pertes subies en juin et en juillet. Les récentes faiblesses de l'emploi dans cette branche sont survenues surtout au Québec.

En août, la croissance de l'emploi a été concentrée en Colombie-Britannique (+ 15 000). Cette hausse compense en partie la baisse enregistrée en juillet. La hausse d'août est attribuable au secteur des services et à l'agriculture. Toutefois, une importante augmentation de la population active a fait en sorte que le nombre de chômeurs s'est accru de 19 000, provoquant une hausse de 0,8 point du taux de chômage, qui a atteint 7,9 %.

En Ontario, le nombre d'emplois a peu bougé après une hausse de 29 000 en juillet. La population active ayant augmenté de façon marquée en août (+ 53 000), le taux de chômage est monté de 0,7 point pour atteindre 6,0 %. Au Québec, l'emploi a peu varié en août, mais le taux de chômage a baissé de 0,4 point pour s'établir à 8,4 %. Depuis le début de l'année, le nombre d'emplois n'a augmenté que de 15 000.

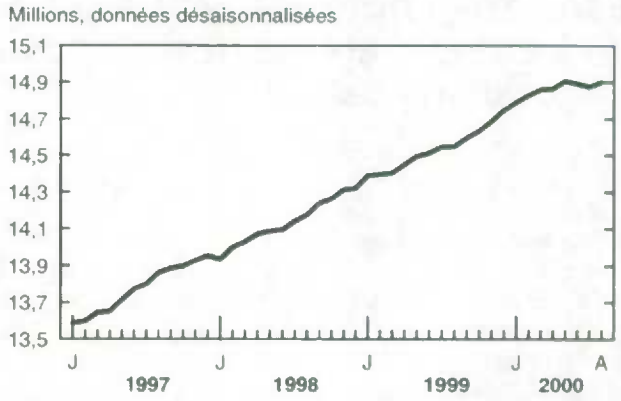
(suite à la page 4)

Information complémentaire sur l'assurance-emploi

En juin (le dernier mois de données disponibles), le nombre de Canadiens (non désaisonnalisé) recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi s'établissait à 375 440, en baisse de 10,1 % par rapport à juin 1999. Toutes les provinces et tous les territoires ont enregistré des baisses d'une année à l'autre, à l'exception de la Nouvelle-Écosse et du Manitoba. Le montant des prestations ordinaires versé (désaisonnalisé) s'est accru de 0,7 % de mai à juin pour atteindre 598,3 millions de dollars, mais il a fléchi de 5,6 % par rapport au niveau atteint en 1999. De mai à juin, le nombre de demandes reçues a diminué de 1,6 % pour s'établir à 211 980.

Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada ont découvert une sous-estimation dans le calcul du nombre de bénéficiaires de l'assurance-emploi pour les mois de janvier 1997 à avril 2000. Ces séries de données seront donc révisées. Entre-temps, les données sur le nombre de bénéficiaires seront disponibles uniquement à l'échelon agrégé provincial et ne seront pas corrigées pour tenir compte des fluctuations saisonnières. De plus, ces séries ne seront pas disponibles dans CANSIM. Les utilisateurs sont aussi avisés de ne faire aucune comparaison entre ces données et toutes séries mensuelles et chronologiques déjà diffusées. Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Keay au (613) 951-4090 (télécopieur : (613) 951-4087; courriel : labour@statcan.ca), Division de la statistique du travail.

Nombre d'emplois



... La hausse de la population active fait monter le taux de chômage

Au Nouveau-Brunswick, l'emploi a progressé pour un deuxième mois consécutif en août (+ 3 000), mais il n'est que légèrement supérieur à ce qu'il était au début de l'année. Au Manitoba, le nombre d'emplois a augmenté de 4 000, après avoir connu peu de changement au cours des trois mois précédents. La Saskatchewan a affiché un recul de 4 000 emplois, ce qui porte les pertes depuis mars à 12 000. L'emploi a peu changé dans les autres provinces en août.

Un résumé intitulé ***Information population active*** *(version imprimée : 71-001-PPB, 11 $ / 103 $; version sur Internet : 71-001-PIB, 8 $ / 78 $) pour la semaine se terminant le 19 août 2000 est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jacques Ouellet au (613) 951-4168 ou avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 10.)*

Enquête sur la population active, août 2000
Données désaisonnalisées[1]

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	**16 036,5**	**0,5**	**14 900,8**	**0,2**	**1 135,7**	**7,1**
Terre-Neuve	241,3	0,5	203,5	1,0	37,8	15,7
Île-du-Prince-Édouard	73,1	0,3	63,8	– 0,2	9,3	12,7
Nouvelle-Écosse	459,9	– 0,5	416,3	– 0,8	43,6	9,5
Nouveau-Brunswick	374,4	0,8	336,1	0,8	38,3	10,2
Québec	3 756,9	– 0,4	3 441,0	0,0	315,8	8,4
Ontario	6 256,9	0,9	5 880,9	0,1	375,9	6,0
Manitoba	588,1	0,7	558,2	0,7	29,9	5,1
Saskatchewan	509,5	– 0,3	479,5	– 0,9	30,1	5,9
Alberta	1 666,2	0,5	1 577,6	0,4	88,6	5,3
Colombie-Britannique	2 110,1	1,6	1 943,9	0,8	166,3	7,9

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

Le taux de chômage est plus élevé en utilisant d'autres méthodes de calcul

En 1997, le taux de chômage calculé sur la base des familles était plus d'une fois et demie supérieur au taux officiel calculé sur la base des particuliers, selon une nouvelle étude qui examine différentes mesures du chômage. De même, le taux de chômage basé sur une période de référence d'une durée d'une année était en général presque le double du taux officiel basé sur la moyenne de 12 périodes de référence d'une durée d'une semaine.

Proportion de personnes touchées par le chômage, 1997

	Selon une semaine[1]	Selon une année[2]
	%	
Canada	**8,4**	**19,2**
Terre-Neuve	12,8	39,2
Île-du-Prince-Édouard	13,5	33,9
Nouvelle-Écosse	9,7	26,1
Nouveau-Brunswick	10,2	30,4
Québec	9,3	21,6
Ontario	8,2	16,4
Manitoba	6,0	13,8
Saskatchewan	5,2	12,5
Alberta	6,1	15,4
Colombie-Britannique	7,8	19,3

1. Moyenne des 12 semaines de référence.
2. Période de référence annuelle.

Le chômage ne touche pas que les chômeurs

Comme la plupart des Canadiens font partie d'une famille, le nombre de chômeurs enregistré au cours d'une période donnée ne reflète pas entièrement l'incidence socioéconomique du chômage. En moyenne, on a dénombré 1,4 million de chômeurs en 1997 (selon la période de référence d'une semaine). De ce nombre, 84 % (ou 1,2 million) faisaient partie d'une famille. En tenant compte des membres de la famille (y compris les enfants) de chaque chômeur, qui représentaient 1,1 million de personnes, quelque 2,5 millions de gens en moyenne étaient directement ou indirectement touchés par le chômage en 1997, ce qui équivaut à plus du double du nombre réel de chômeurs. L'utilisation d'une période de référence d'un an produit une estimation encore plus grande.

Le taux de chômage officiel des particuliers s'est établi à 9,1 % en 1997. Si on le calcule sur la base des familles, le taux de chômage s'est fixé à 15,2 % cette année-là. En d'autres termes, bien que 1 personne sur 11 en moyenne dans la population active était au chômage, 1 famille sur 7 ayant au moins un membre dans la population active était touchée par le chômage.

Cela n'est pas étonnant puisqu'au sein d'une même famille on peut retrouver plusieurs membres sur le marché du travail, et on peut par le fait même retrouver plus d'un chômeur par famille. Aussi, au cours des 20 dernières années, les taux de chômage calculés sur la base des familles ont été immanquablement plus élevés que les taux basés sur les particuliers.

(suite à la page 5)

... Le taux de chômage est plus élevé en utilisant d'autres méthodes de calcul

Par ailleurs, une période de référence d'une durée d'une année donne des taux constamment plus élevés que la méthode officielle. Sur une période de référence d'un an, le taux de chômage des particuliers était de 17,3 % en 1997, alors que le taux pour les familles était de 28,2 %. En d'autres termes, presque 1 personne sur 6 au sein de la population active était au chômage à un moment donné durant l'année et plus de 1 famille sur 4 ayant au moins un membre dans la population active était touchée par le chômage.

Donc, lorsqu'on analyse la situation sur le marché du travail pendant une année complète par opposition à 12 périodes de référence hebdomadaires mesurées séparément, on dénombre un plus grand nombre de personnes au chômage. Plusieurs facteurs expliquent cette situation.

Premièrement, une moyenne annuelle de 12 observations (la méthode officielle) génère un nombre plus petit de chômeurs dans la mesure où la durée de la période de chômage est de moins d'une année. En effet, pour la plupart des gens (environ 70 % en 1997), la période de chômage dure moins de six mois.

Deuxièmement, sur la base d'une période de référence d'une année, une personne qui travaillerait pendant 51 semaines mais qui ne chercherait du travail que pendant une semaine durant l'année serait quand même dénombrée comme un chômeur. Cependant, l'enquête mensuelle comptabiliserait cette personne seulement si la période de chômage d'une semaine tombait dans la période de référence (généralement la semaine comprenant le 15e jour du mois).

Terre-Neuve avait de loin le taux de chômage le plus élevé de toutes les provinces, qu'il soit mesuré selon la période de référence d'une semaine ou d'une année, et ce, autant chez les particuliers que chez les familles. Par contre, la Saskatchewan avait le taux le plus faible, sauf lorsqu'il est calculé pour les particuliers selon une période de référence d'une semaine. Dans ce cas, c'est l'Alberta qui a enregistré le plus faible taux.

Le présent article est basé sur une étude intitulée « Regard kaléidoscopique sur le chômage » qui a paru dans le numéro d'automne 2000 de ***L'emploi et le revenu en perspective*** *(75-001-XPF, 18 $ / 58 $), qui est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec François Gendron au (613) 951-1509 (courriel : gendfra@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages.*

Les bénéfices d'exploitation des sociétés continuent de se redresser

Au deuxième trimestre, les sociétés ont vu leurs bénéfices d'exploitation augmenter pour un septième trimestre d'affilée. Les bénéfices se sont accrus de 1,7 % par rapport au premier trimestre, atteignant un sommet sans précédent de 51,9 milliards de dollars, sous la poussée des secteurs de l'extraction pétrolière et gazière, des services de transport et de la construction de véhicules automobiles. La progression de 5,0 % des bénéfices des sociétés non financières explique la totalité de la hausse des bénéfices d'exploitation.

Dans l'ensemble, les bénéfices d'exploitation des sociétés se sont accrus de 21,6 % par rapport au deuxième trimestre de 1999 et dépassaient de 52,4 % leur plus récent creux de 34,1 milliards de dollars enregistré au troisième trimestre de 1998.

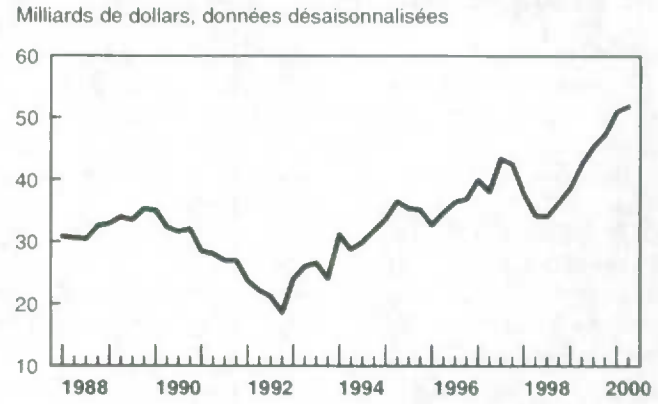
Le secteur de l'extraction pétrolière et gazière a connu une solide croissance de 11,6 % de ses bénéfices d'exploitation par rapport au premier trimestre, qui ont ainsi grimpé à 4,0 milliards de dollars. Les revenus d'exploitation ont notamment dépassé de 61,0 % ceux du deuxième trimestre de 1999. Le prix du pétrole a poursuivi sa progression, conséquence de la vigueur de la demande intérieure et étrangère et de la diminution des stocks. Quant aux producteurs de gaz naturel, ils ont profité d'une forte demande intérieure qui a propulsé les ventes. Par ailleurs, l'expansion des gazoducs a permis aux producteurs de tirer parti de l'accroissement de la demande américaine de gaz naturel canadien.

Les bénéfices d'exploitation du secteur des transports et de l'entreposage ont fait un bond, ce qui les a fait passer de 0,7 milliard de dollars au premier trimestre à 1,2 milliard de dollars au deuxième. L'intensification des livraisons du secteur de la fabrication a provoqué une activité intense dans les sociétés de transport. Les sociétés aériennes ont aussi connu d'excellents résultats.

Note aux lecteurs

Les statistiques financières trimestrielles des entreprises pour 1988 à 1999 ont été révisées à partir de la parution des données du premier trimestre de 2000. L'enquête trimestrielle a intégré d'importants changements de méthodologie au cours de la dernière année et demie, notamment la conversion au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN Canada 1997). Les statistiques financières trimestrielles portent sur les activités intérieures des sociétés non gouvernementales.

Bénéfices d'exploitation (ensemble des branches)



Pour leur part, les fabricants, à qui reviennent plus du quart de l'ensemble des bénéfices des sociétés, ont vu leurs bénéfices totaliser 14,3 milliards de dollars, en hausse de 2,3 % par rapport au premier trimestre. Les bénéfices du secteur de la fabrication

(suite à la page 6)

... Les bénéfices d'exploitation des sociétés continuent de se redresser

n'ont pas cessé de se raffermir au cours des huit derniers trimestres. En particulier, les bénéfices du secteur de la fabrication de véhicules automobiles et de pièces ont progressé de 20,8 % au deuxième trimestre et ont atteint un sommet jamais vu de 2,8 milliards de dollars. La demande nord-américaine de véhicules neufs est demeurée solide et les exportations de pièces de véhicules automobiles ont atteint des niveaux records.

Les fabricants de matériel électronique et informatique ont affiché une quatrième augmentation consécutive de leurs bénéfices, qui ont bondi de 11,8 % par rapport au premier trimestre. Les besoins accrus de dispositifs de communication à grande vitesse et de composants électroniques utilisés dans la fibre optique et d'autre matériel de technologie de pointe a propulsé les ventes et les bénéfices. Par ailleurs, les bénéfices des fabricants de produits du pétrole et du charbon, y compris les raffineries, ont progressé de 12,7 %. Cependant, les bénéfices des fabricants de produits du bois et du papier se sont repliés de 6,4 %. Malgré ce recul, ils étaient supérieurs de 46,1 % à ceux du deuxième trimestre de 1999.

Dans les branches financières, les bénéfices d'exploitation ont fléchi de 5,6 % pour se chiffrer à 15,1 milliards de dollars. Ce déclin s'explique essentiellement par la baisse de 14,5 % des bénéfices dans les fonds et les autres instruments financiers (sans les caisses de retraite), en raison d'un fléchissement de 9,5 % de leurs recettes d'exploitation. Ces deux reculs font suite aux hausses exceptionnellement élevées de la vente de titres et d'autres éléments d'actif au premier trimestre. Sans le secteur des fonds, les branches financières ont affiché une croissance de 2,9 % de leurs bénéfices d'exploitation au deuxième trimestre.

La marge bénéficiaire pour l'ensemble des branches d'activité s'est raffermie et a atteint 10,2 % au deuxième trimestre. Cet indicateur de rentabilité a connu sept trimestres consécutifs de progression. Le rendement de l'avoir propre des actionnaires est passé de 9,7 % au premier trimestre à 8,9 % au deuxième, mais est demeuré bien au-dessus des rendements moyens de 7,7 % de 1999. Le recul du deuxième trimestre était imputable à la diminution des gains en capital dans le secteur non financier.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Jeannine D'Angelo au (613) 951-2604, Sous-section du service à la clientèle. Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Bill Potter au (613) 951-2662 ou avec Jean-Pierre Simard au (613) 951-0741, Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

Statistiques financières des entreprises
Données désaisonnalisées

	2e trim. de 1999	1er trim. de 2000r	2e trim. de 2000p	1er trim. au 2e trim. de 2000
	Milliards de dollars			Variation en %
Ensemble des branches d'activité				
Recettes d'exploitation	473,8	506,5	508,2	0,3
Bénéfices d'exploitation	42,7	51,1	51,9	1,7
Branches non financières				
Recettes d'exploitation	417,3	447,4	448,0	0,1
Bénéfices d'exploitation	29,4	35,1	36,8	5,0
Branches financières				
Recettes d'exploitation	56,5	59,1	60,2	1,9
Bénéfices d'exploitation	13,3	16,0	15,1	– 5,6

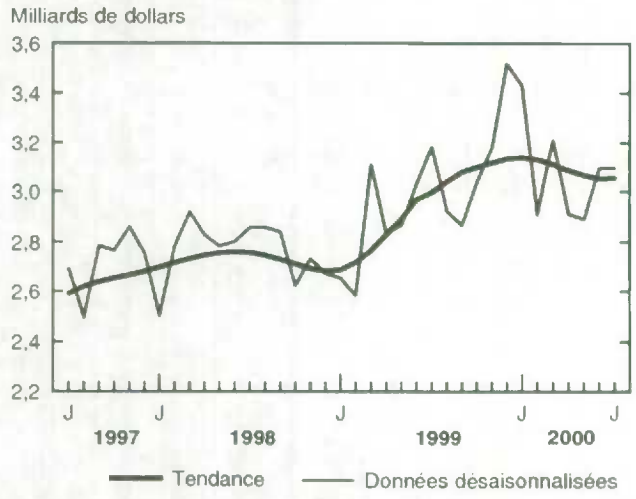
r Données révisées.
p Données provisoires.

Les permis de construction maintiennent un bon rythme de croissance

En juillet, la valeur des permis de construction n'a pas changé par rapport à juin, se situant à 3,1 milliards de dollars. Les projets de construction non résidentielle ont crû de 2,2 % pour atteindre 1,4 milliard de dollars, mais cette progression a complètement été annulée par la baisse de 1,6 % de la valeur des permis de construction résidentielle, qui est descendue à 1,7 milliard de dollars. De janvier à juillet par contre, la valeur des permis de construction a atteint 21,5 milliards de dollars, en hausse de 6,4 % par rapport à la période correspondante de 1999. Il s'agit du meilleur résultat pour les sept premiers mois d'une année depuis 1989.

Au cours de cette période de sept mois, les projets de construction résidentielle ont augmenté de 6,2 % pour se fixer à 11,9 milliards de dollars. Cette hausse est attribuable à une progression de 8,8 % de la construction de logements unifamiliaux. La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux est demeurée à peu près inchangée. L'Ontario, le Québec et l'Alberta ont connu les plus fortes hausses de la valeur cumulative des permis de construction résidentielle. À l'opposé, la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick accusaient un retard par rapport aux niveaux de 1999.

Valeur des permis de construction



(suite à la page 7)

... Les permis de construction maintiennent un bon rythme de croissance

À Calgary et à Ottawa, la croissance de la valeur des permis de construction (en dollars) pour les sept premiers mois de l'année a surpassé celles de toutes les autres régions métropolitaines du pays, grâce à de bonnes conditions du marché. À Ottawa, la progression s'explique par une augmentation des projets de construction d'immeubles à bureaux et de logements unifamiliaux, alors qu'à Calgary, la croissance résulte largement de projets dans la catégorie de l'éducation et de projets de construction d'hôtels et de restaurants.

Pour ce qui est du secteur non résidentiel, les municipalités ont délivré pour 9,6 milliards de dollars de permis de construction de janvier à juillet, en hausse de 6,6 % par rapport à la même période de 1999. Il s'agit du meilleur résultat pour les sept premiers mois d'une année depuis 1989. C'est l'Alberta qui a connu la croissance la plus marquée, suivie de l'Ontario.

De janvier à juillet, la valeur des projets de construction commerciale s'est accrue de 10,1 % et a atteint 5,3 milliards de dollars. Des hausses appréciables du côté du commerce, des services et des immeubles à bureaux ont contribué le plus à cette progression, reflet de la baisse des taux d'inoccupation de l'espace commercial. La valeur des permis de construction industrielle a augmenté de 2,9 % pour se chiffrer à 2,2 milliards de dollars, en grande partie sous la poussée d'une croissance des projets de construction d'usines de fabrication. Dans le cas des projets institutionnels, la valeur des permis s'est élevée de 2,3 % pour atteindre 2,1 milliards de dollars. La croissance provenait surtout de projets pour l'éducation et d'immeubles gouvernementaux. À l'opposé, les projets de construction d'immeubles à vocation médicale et d'hôpitaux ont connu un important recul par rapport aux sept premiers mois de 1999.

En juillet, après deux mois de robuste croissance, les projets de construction de logements multifamiliaux ont fléchi de 6,8 %. Pour les logements unifamiliaux, la valeur des permis a progressé légèrement de 0,7 %. Les hausses survenues en Ontario et en Nouvelle-Écosse ont tempéré le ralentissement général. En Ontario, l'augmentation provenait des logements unifamiliaux. Quant à la Nouvelle-Écosse, elle a connu son meilleur résultat mensuel pour la construction résidentielle depuis février 1989.

Les projets de construction commerciale ont progressé de 10,3 % en juillet, contribuant à eux seuls à la hausse mensuelle du secteur non résidentiel. La catégorie des hôtels a été le principal facteur de l'accroissement. Les hausses mensuelles les plus marquées (en dollars) ont eu lieu en Ontario et au Québec. Dans les deux provinces, l'effet d'entraînement est venu des projets commerciaux. Les baisses les plus fortes ont été observées en Alberta et en Colombie-Britannique, où les trois composantes non résidentielles ont régressé.

Le numéro de juillet 2000 de ***Permis de bâtir*** *(64-001-XIB, 19 $ / 186 $) vient de paraître. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.*

Les adolescents sont les plus susceptibles de quitter les régions rurales

Entre 1991 à 1996, les communautés rurales ont accusé des pertes nettes de 12 % de leur population d'adolescents qui étaient âgés de 15 à 19 ans en 1991. Toutes les provinces ont subi une perte nette à cet égard. Les communautés rurales de Terre-Neuve et de la Saskatchewan ont vu leur population d'adolescents baisser de 21 % à 25 %, comparativement à seulement 3 % en Colombie-Britannique.

Toutefois, les régions rurales ne subissent pas toujours des pertes nettes d'individus. Les personnes âgées de 25 à 64 ans ont suivi des trajectoires fort différentes des adolescents. De 1991 à 1996, les communautés rurales ont vu leur population appartenant au groupe des 25 à 64 ans augmenter de 4 % dans l'ensemble. Celle-ci a augmenté dans la plupart des provinces, particulièrement en Ontario et en Colombie-Britannique.

Bien que toutes les provinces aient enregistré des pertes nettes d'adolescents dans les communautés rurales de 1991 à 1996, la plupart des provinces ont connu des hausses nettes chez les personnes âgées de 25 à 29 ans vivant dans ces milieux. La Colombie-Britannique a obtenu la plus forte croissance dans ce groupe d'âge (+ 21 %). De plus, toutes les provinces, sauf Terre-Neuve et la Saskatchewan, ont connu des hausses nettes de personnes âgées de 30 à 64 ans vivant en milieu rural. La question de savoir si les communautés rurales ont enregistré des pertes nettes chez les individus âgés de 20 à 24 ans demeure indéterminée.

Note aux lecteurs

Le présent article résume quelques résultats d'une nouvelle étude intitulée « Les jeunes ruraux : rester, quitter, revenir », qui analyse les flux migratoires des jeunes individus dans les régions rurales. L'étude examine dans quelle mesure les jeunes individus quittent ou retournent dans les communautés rurales et, par conséquent, dans quelle mesure les régions rurales subissent un déclin de leur population jeune. Elle ne tient pas compte des décès ou de la migration internationale.

L'effet net de ces tendances est que la population rurale âgée de 15 ans et plus a augmenté dans les quatre plus grandes provinces, soit le Québec, l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique.

Même si l'étude n'a pas analysé les raisons qui expliquent les flux migratoires des adolescents, il est probable que des facteurs tels que le besoin de poursuivre des études postsecondaires, le désir d'obtenir son indépendance, le désir de réaliser ses aspirations ou de « découvrir le monde » et le désir d'obtenir un emploi (bien rémunéré) jouent un rôle dans la décision de migrer d'une région rurale vers une région urbaine. Les raisons qui permettraient d'expliquer les hausses nettes d'individus âgés de 25 à 64 ans dans les communautés rurales sont présentement inconnues.

Il n'en reste pas moins que les conditions du marché du travail sont moins favorables en milieu rural. En 1996, le taux de chômage des personnes âgées de 15 à 29 ans qui n'étudiaient pas à temps plein s'élevait à 17 % en milieu rural, comparativement à 12 % en

(suite à la page 3)

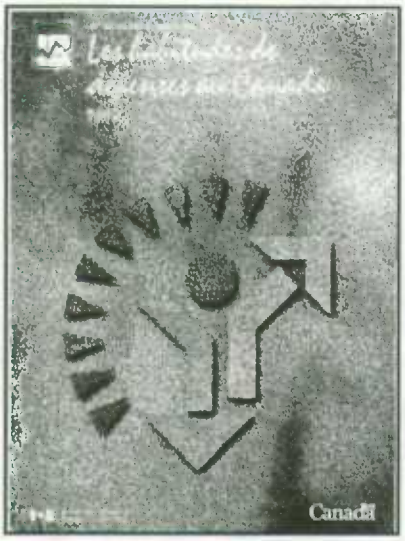
... Les adolescents sont les plus susceptibles de quitter les régions rurales

milieu urbain. De même, le taux d'emploi à temps plein toute l'année des jeunes travailleurs était de 39 % en milieu rural en 1995, comparativement à 49 % en milieu urbain. En milieu rural, ce taux était le plus faible à Terre-Neuve (22 %) et le plus élevé en Ontario (45 %).

Les différences interprovinciales dans les taux de chômage coïncident avec les différences interprovinciales dans les flux migratoires nets. En 1996, le taux de chômage observé dans les régions rurales chez les individus âgés de 15 à 29 ans qui n'étudiaient pas à temps plein s'élevait à 27 % dans les provinces de l'Atlantique, comparativement à seulement 11 % en Alberta et à 16 % en Colombie-Britannique.

*Le document de recherche **Les jeunes ruraux : rester, quitter, revenir** (11F0019MPF, 5 $ / 25 $) est maintenant en vente. Ce document est aussi disponible en version électronique (11F0019MIF, gratuit) sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous les rubriques « Produits et services » et « Documents de recherche téléchargeables (gratuits) ». Une version condensée de l'étude, intitulée « Origines rurales », vient de paraître dans le numéro d'automne 2000 de **L'emploi et le revenu en perspective** (75-001-XPF, 18 $ / 58 $). Pour des renseignements analytiques au sujet de l'étude, communiquez avec René Morissette au (613) 951-3608 (courriel : moriren@statcan.ca), Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail.*

Nouveautés de Statistique Canada



Les habitudes de dépenses au Canada
1998

La publication *Les habitudes de dépenses au Canada* présente des points saillants statistiques et des tableaux clés tirés de l'Enquête sur les dépenses des ménages. L'enquête recueille des renseignements sur les dépenses des ménages et des familles pour acquérir une grande diversité de biens et de services, des aliments et du logement, en passant par les dépenses pour les animaux domestiques et les droits d'entrée au cinéma. Elle recueille aussi des données sur les caractéristiques des logements, les appareils ménagers, l'équipement de communication et de loisirs et les véhicules automobiles.

La publication ***Les habitudes de dépenses au Canada, 1998*** *(version imprimée : 62-202-XPF, 45 $; version sur Internet : 62-202-XIF, 34 $) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (télécopieur : (613) 951-3012; courriel : revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu.*

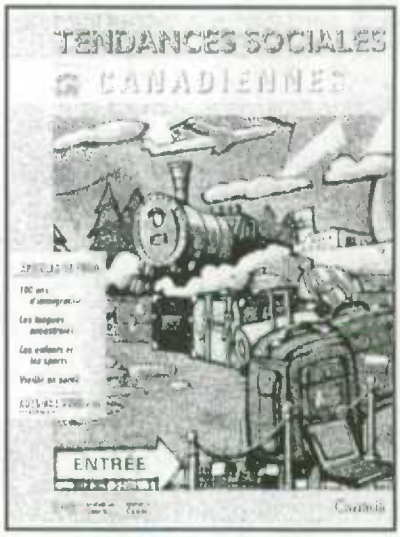
Dépistage des maladies et lésions professionnelles au Canada : mortalité par cause chez les travailleurs
1965 à 1991

La première publication pancanadienne sur les risques de mortalité par maladie ou lésion professionnelle est maintenant disponible sur CD-ROM. Ce nouveau produit est utile pour déterminer les groupes professionnels partout au Canada qui sont victimes d'une surmortalité attribuable à certaines causes. Il permet aussi la détection d'associations auparavant insoupçonnées entre une maladie (par exemple, un cancer) et une profession. Il est aussi un outil précieux servant à la production et à la vérification d'hypothèses. Il comprend les résultats d'un suivi longitudinal d'un échantillon de 700 000 hommes et femmes de la population active canadienne pendant au moins un an durant la période de référence.

Le CD-ROM intéressera sans doute les professionnels de la santé publique, les commissions des accidents du travail et de la sécurité au travail, les ministères de la Santé et de la Main-d'œuvre, les organismes de réglementation, les entreprises, les syndicats, les services du personnel et de la santé, les chercheurs dans le domaine des études de la condition féminine et le grand public.

Le CD-ROM ***Dépistage des maladies et lésions professionnelles au Canada : mortalité par cause chez les travailleurs, 1965 à 1991*** *(84-546-XCB, 500 $) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Maureen Carpenter au (613) 951-1760 (courriel : maureen.carpenter@statcan.ca), Division des statistiques sur la santé.*

Tendances sociales canadiennes
Automne 2000



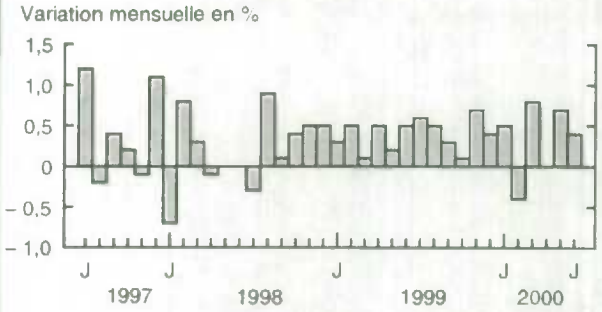
Le numéro d'automne 2000 de *Tendances sociales canadiennes* présente les articles suivants : « Cent ans d'immigration au Canada », « La transmission de la langue : la diversité des langues ancestrales au Canada », « L'activité sportive chez les enfants : une affaire de famille » et « L'espérance de vie sans dépendance au Canada ».

Chaque trimestre, des données provenant de diverses sources sont regroupées dans *Tendances sociales canadiennes* afin de cerner les nouvelles tendances et questions sociales. La publication présente aussi les indicateurs sociaux les plus récents ainsi que des renseignements sur les produits et services de Statistique Canada.

Le numéro d'automne 2000 de ***Tendances sociales canadiennes*** *(version imprimée : 11-008-XPF, 11 $ / 36 $; version sur Internet : 11-008-XIF, 8 $ / 27 $) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Monique Hickey au (613) 951-0247 (courriel : estsc@statcan.ca), Division de la statistique sociale, du logement et des familles.*

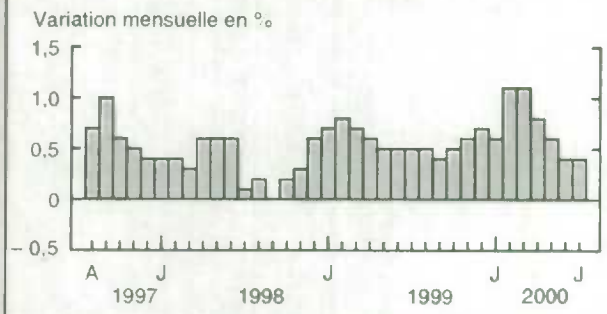
Tendances actuelles

Produit intérieur brut



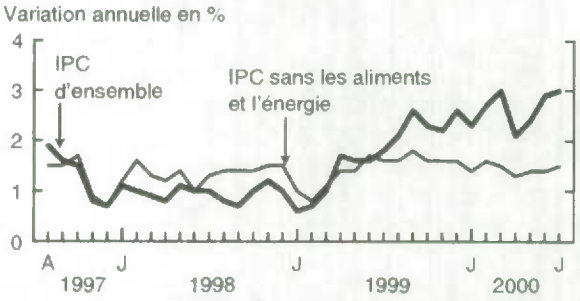
Après avoir enregistré une forte baisse de 0,7 % en mai, le produit intérieur brut a augmenté de 0,4 % en juin.

Indice composite



En juillet, l'indicateur avancé a crû de 0,4 %, soit au même rythme qu'en juin. Six composantes sur dix ont progressé.

Indice des prix à la consommation

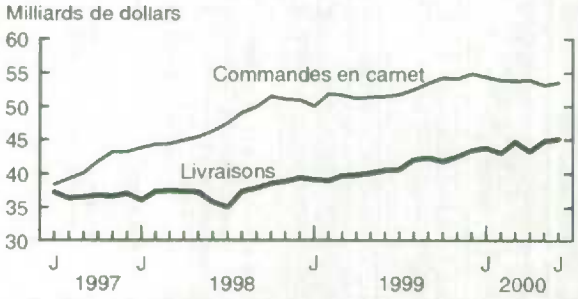


En juillet, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 3,0 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,5 %.

Taux de chômage

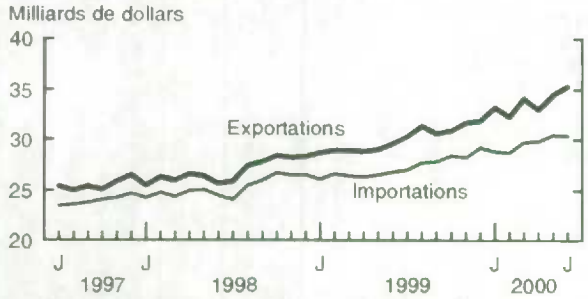
En août, une importante hausse du nombre de personnes dans la population active a fait monter de 0,3 point de pourcentage le taux de chômage, qui a atteint 7,1 %.

Fabrication



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 0,7 % en juin, pour totaliser 45,1 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont progressé de 0,6 % pour s'établir à 53,6 milliards de dollars.

Commerce des marchandises



En juin, les exportations se sont accrues de 2,3 % par rapport à mai, pour se fixer à 35,3 milliards de dollars. Les importations ont reculé légèrement de 0,4 %, pour s'établir à 30,4 milliards de dollars.

Note : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.*

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	juin	783,3	0,4 %	4,7 %
Indice composite (1992 = 100)	juillet	163,8	0,4 %	8,0 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	2e trim. de 2000	51,9	1,7 %	21,6 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	2e trim. de 2000*	87,9	0,4 †	4,1 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	juin	22,9	0,8 %	6,3 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	juillet	1,58	2,6 %	1,9 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	juin	133,9	3,6 %	7,5 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	juin	32,2	0,3 %	8,4 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	août*	14,90	0,2 %	2,4 %
Taux de chômage (%)	août*	7,1	0,3 †	– 0,6 †
Taux d'activité (%)	août*	65,9	0,3 †	0,3 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	juin	626,29	0,1 %	2,7 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	août	170	– 0,6 %	5,6 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	juin	35,3	2,3 %	19,5 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	juin	30,4	– 0,4 %	13,3 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	juin	5,0	0,9	2,2
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	juin	45,1	0,7 %	11,4 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	juin	45,5	3,0 %	12,2 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	juin	53,6	0,6 %	4,1 %
Ratio des stocks aux livraisons	juin	1,30	– 0,01	0,01
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	juillet	114,1	0,4 %	3,0 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	juillet	127,7	0,2 %	4,2 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	juillet	141,4	– 2,4 %	19,9 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	juillet*	103,2	0,2 %	2,4 %

Note : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.*
* *Nouveau cette semaine.*
† *Points de pourcentage.*

Infomat
Bulletin hebdomadaire

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcatt.ca.
Rédacteur de la version anglaise : Tim Prichard, (613) 951-1197; prictim@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 $; version sur Internet, 3 $. Abonnement annuel : version imprimée, 145 $; version sur Internet, 109 $. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010310477

Produits diffusés du 7 au 13 septembre

Domaine / Titre du produit	Période	catalogue	(Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Production d'œufs	juillet 2000	23-003-XPB	110
Série de rapports sur les grandes cultures : stocks canadiens de céréales, vol. 79, nº 6	au 31 juillet 2000	22-002-XIB	11 / 66
Série de rapports sur les grandes cultures : stocks canadiens de céréales, vol. 79, nº 6	au 31 juillet 2000	22-002-XPB	15 / 88
Statistiques du bétail, mises à jour, vol. 2000-002		23-603-UPF	45 / 149
ANALYSE DES ENQUÊTES SUR LE TRAVAIL ET LES MÉNAGES			
Guide des données sur le marché du travail et le revenu	2000	75F0010XIF	gratuit
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel	mai 2000	26-006-XPB	19 / 186
Huiles et corps gras	juillet 2000	32-006-XIB	5 / 47
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	juillet 2000	41-011-XIB	5 / 47
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	juillet 2000	46-002-XIB	5 / 47
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	juillet 2000	64-001-XIB	19 / 186
MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES			
L'horizon industriel sur CD-ROM	septembre 2000	15F0015XCB	995
Produit intérieur brut par industrie	juin 2000	15-001-XIF	11 / 110
PRIX			
Indices des prix de l'industrie	juin 2000	62-011-XPB	22 / 217
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Radiodiffusion et télécommunications, vol. 30, nº 2 : Radiodiffuseurs privés	1999	56-001-XIB	10 / 32
Statistique des sciences, vol. 24, nº 3 : Recherche et développement industriels	1996 à 2000	88-001-XIB	6 / 59
STATISTIQUE DU COMMERCE			
Les commerces de gros et de détail au Canada	1997	63-236-XIB	35
STATISTIQUE DU REVENU			
Les habitudes de dépenses au Canada	1998	62-202-XIF	34
Les habitudes de dépenses au Canada	1998	62-202-XPF	45
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Information population active	semaine se terminant le 19 août 2000	71-001-PIB	8 / 78
Information population active	semaine se terminant le 19 août 2000	71-001-PPB	11 / 103
STATISTIQUE SOCIALE, DU LOGEMENT ET DES FAMILLES			
Tendances sociales canadiennes	automne 2000	11-008-XIF	8 / 27
Tendances sociales canadiennes	automne 2000	11-008-XPF	11 / 36
STATISTIQUES SUR LA SANTÉ			
Dépistage des maladies et lésions professionnelles au Canada : mortalité par cause chez les travailleurs	1965 à 1991	84-546-XCB	500

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**
Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**
Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».
Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.
Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.
Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.
Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».
Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.
Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.
Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».